



Aux États-Unis aussi,

L'AVENIR EST À LA LUTTE DE CLASSE

Donald Trump pavoise. Il est élu président des États-Unis avec cette fois non seulement la majorité des grands électeurs, mais la majorité des voix dans le pays. Ses partisans ont décroché en même temps la majorité au Sénat et conserveront probablement la majorité à la Chambre des députés.

Victoire de Trump... ou déroute des Démocrates ?

La « victoire politique jamais vue » aux États-Unis dont Trump se flatte a été obtenue... en faisant seulement 200 000 voix de plus que lors de sa défaite de 2020. Si Trump a été élu, c'est d'abord que son adversaire démocrate a perdu 10 millions des voix obtenues par le président sortant Joe Biden il y a quatre ans. Kamala Harris ne les a pas perdues toute seule. C'est tout le Parti démocrate au pouvoir qui a été sanctionné.

Harris vantait la bonne santé de l'économie américaine, sa croissance insolente. Ses partisans (dis)qualifiaient de « *fake news* » trumpistes les critiques sur la pauvreté croissante d'un grand nombre d'Américains de milieu modeste. Mais l'inflation est une réalité : + 25 % sur les prix alimentaires, + 54 % sur le logement, + 61 % sur l'énergie depuis 2019 ! La seule catégorie où les Démocrates ont fait plus de voix qu'il y a quatre ans, c'est celle des ménages gagnant plus de 200 000 dollars par an, qu'on peut comparer à un salaire net mensuel de 10 000 euros en France. C'est dire si les Démocrates ont servi les riches et les capitalistes ces quatre dernières années.

Trump est l'ennemi de tous les travailleurs

Trump servira les nantis et les gavés aussi bien. Il promet de régler rien de moins que tous les problèmes des Américains. Mais il confie au milliardaire raciste et fascisant Elon Musk le soin de passer les services publics à la tronçonneuse. Il parle

de liberté, mais menace de prison – voire pire – tous ceux et celles qui ne partagent pas sa vision raciste et misogyne du monde, ou sa négation du changement climatique.

Il promet un « âge d'or »... qui sera d'abord fait de l'enfer des immigrés. S'il menace de les rafler et de les expulser par millions, y compris certains qui n'ont plus aucune attache dans leur pays d'origine, c'est pour les terroriser, les pousser à raser les murs et se laisser exploiter en silence. C'est donc pour affaiblir tous les travailleurs face à leurs employeurs. C'est pour diviser cette classe ouvrière américaine qui relève la tête et pourrait très bien retourner sa colère... contre la nouvelle équipe au pouvoir.

Vive les luttes de nos frères et sœurs de classe !

En France, certains d'entre nous, travailleurs, reprochent à tous les Américains pris en bloc les crimes de leurs dirigeants partout sur la planète. Ils confondent antiaméricanisme et anticapitalisme. Depuis un an, une série de grèves majeures ont montré que les travailleurs des États-Unis, natifs et immigrés, Blancs et Noirs, hommes et femmes, au coude-à-coude ont réussi à imposer des hausses de salaire substantielles : 40 % dans l'automobile, 38 % chez Boeing, et 62 % chez les dockers. Certes, aussi impressionnants soient ces chiffres, ils ne sont qu'un rattrapage des pertes liées à des années de salaires bloqués.

Mais justement, après des années à suivre des dirigeants syndicaux prêchant l'entente avec les patrons, les travailleurs reprennent le chemin de la lutte. Or, l'élection américaine montre qu'il n'y a pas d'ami du monde du travail parmi les prétendants au pouvoir. Aux États-Unis comme en France, il manque aux travailleurs un parti capable de rivaliser avec les 50 nuances de partis bourgeois. Pas pour leur disputer des places dans les institutions au service des patrons et des riches, mais pour organiser la prise du vrai pouvoir : celui de diriger la société.

Réorgs masquées

La direction a des vellétés de mettre à la porte des collègues intérimaires, quand bien même ils travailleraient parmi nous depuis des années.

Certains d'entre nous devraient donc se retrouver sans emploi du jour au lendemain pour basculer le travail sur ceux qui restent ?

Ces licenciements sont inacceptables.

Relaxe pour Brahim, Dalila, Gaël, Mohammed et Yann !

Des postiers du 92 sont traînés en correctionnelle dix ans après une grève qu'ils avaient menée contre les suppressions d'emplois et pour l'embauche de jeunes précaires, que La Poste avait pourtant promise.

Cette dernière accuse ces camarades de « violation de domicile », violences et dégradations, alors qu'ils n'ont fait que mener une action au siège du groupe pendant la grève. Mais La Poste n'hésite pas à mentir pour mener sa politique destructrice : elle a supprimé 62 000 emplois en dix ans !

Lors de l'audience du 12 novembre, les collègues ont obtenu le report du procès à juin prochain, mais ils risquent toujours jusqu'à cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende. Cette procédure doit cesser !

Nous n'allons pas faire les yoyo

Des collègues qui se sont retrouvés sans poste fixe à la suite de la réorganisation du plateau 20 sont maintenant baladés entre le 11 et le 12. Pourtant ils n'étaient pas de trop là-haut, vu la surcharge liée à la dernière réorg. Pas question que la direction nous fasse monter et descendre à son bon gré.

Entraide ou exploitation ?

Le forcing est fait pour que nous prenions les congés qui nous restent, mais ensuite la direction ne remplace pas les absents. Il paraît que ça s'appelle de « l'entraide » !

Ne pas embaucher, cela revient à nous faire payer les congés les uns des autres. Ça rapporte des milliards à La Poste, nous n'avons aucune raison de nous laisser faire.

Les priorités de la direction

La direction n'était pas bien pressée de réparer les deux monte-charges, en panne depuis plus d'un mois et dont nous avons besoin tous les jours. Par contre, à peine les élections des CSE finies, elle s'est empressée de faire disparaître les cahiers de CHSCT, où nous pouvions écrire sur les mauvaises conditions de travail. Elle croit pouvoir se frotter les mains, mais nous pouvons aussi aller lui chauffer les oreilles.

Le piquet de grève à Chronopost évacué

Depuis trois ans, des collègues sans papier de Chronopost organisent un piquet de grève devant leur centre à Alfortville pour exiger leur régularisation. Leur lutte a révélé les conditions de travail inhumaines que La Poste, *via* ses filiales, réserve aux travailleurs sans papier qui trient et acheminent les colis.

La Poste refuse de fournir les certificats pour leurs dossiers sous prétexte qu'ils sont sous-traitants.

Le 31 octobre, elle a fait évacuer le piquet de grève avec brutalité par la police. Patrons, préfets et leur nouveau ministre Retailleau se serrent les coudes quand il s'agit de réprimer les travailleurs. Tous les postiers ont intérêt à la victoire des collègues sans papier, afin que cessent de telles pratiques !

Les cheminots ont bien raison

Le « cheminots-bashing » recommence dans les médias, alors que les syndicats du secteur appellent à une journée de grève nationale le 21 novembre puis à une éventuelle grève reconductible mi-décembre.

Les cheminots sont appelés à se battre contre de nouvelles attaques faites au nom de « l'ouverture à la concurrence » : celle-ci va mener à une dégradation des conditions de travail et au démantèlement de l'activité de fret ferroviaire de la SNCF, une complète aberration en pleine crise écologique.

Un combat plus que légitime. Et nous aurions bien des raisons de suivre cette voie.

Combattons les licenciements !

Michelin et Auchan annoncent plus de 3 600 suppressions d'emplois. Avec 2 milliards de bénéfices net cette année, Michelin n'est pas plus « en difficulté » que la famille Mulliez, propriétaire d'Auchan. Les annonces s'accumulent dans l'automobile, la chimie, l'aéronautique et la grande distribution : pas moins de 150 000 emplois menacés en France..

Face aux annonces simultanées, c'est bien le « tous ensemble » qui permettrait aux travailleurs de construire un rapport de force pour arracher le plus possible aux patrons, jusqu'à l'interdiction des licenciements.

« Nos bottes pleines de boue, vos mains pleines de sang »

130 000 personnes ont manifesté à Valence samedi, aux cris de « assassins », « démission ». Les habitants, meurtris par les inondations dévastatrices, ont dénoncé les négligences des autorités : le gouvernement local de droite, qui a lancé l'alerte beaucoup trop tard, comme le gouvernement central socialiste, ou les patrons qui ont obligé leurs salariés à continuer à travailler malgré la tempête.

Tout un monde politique et patronal qu'il faudra aussi balayer, après la boue et les décombres.